

**1ÈRE JOURNÉE DU REFUS DE L'ÉCHEC SCOLAIRE**  
**24 SEPT. 2008**  
**LES FAMILLES ET L'ÉCOLE**

→ [www.refusechecscolaire.org](http://www.refusechecscolaire.org)

**AFEV** ★★

AVEC **trajectoires** www.reflex **curiosphere.tv**  
l'éducation en images avec France 8



**AVEC L'AFEV ACCOMPAGNE UN JEUNE**

**2 HEURES PAR SEMAINE. TU PEUX ÊTRE UTILE CONTRE LES INÉGALITÉS**

Deviens étudiant **bénévole**

[www.afev.org](http://www.afev.org) | 01 40 36 01 01



**PORTRAIT**

**Nordine Nabili, rédac' chef du BondyBlog**

Le BondyBlog est une plateforme d'expression pour les habitants des quartiers populaires. Nordine, ancien directeur de la rédaction Beur FM et journaliste à RFI, continue sa bataille contre les discriminations. Coup de projecteur sur un militant.



En 1991, Nordine Nabili quitte l'Alsace pour la région parisienne. Sociologue de formation, il commence sa carrière dans les médias en tant que bénévole dans une radio de quartier. Très vite, il en devient directeur.

Nordine continue de grimper les échelons avec la radio Beur FM, qui cible les populations maghrébines : « Avec Beur FM, je restais dans un journal d'expression, les populations maghrébines manquent cruellement de reconnaissance dans ce pays ». Il devient journaliste pour RFI, s'occupant toujours des mêmes sujets : les banlieues, les populations issues de l'immigration, les discriminations, etc. : « tout ce qui fait partie de mon histoire ».

En 2006, il rejoint le BondyBlog, un blog créé en novembre 2005, pendant les émeutes, par des journalistes suisses, basés dans le quartier. « La particularité est la vision que le BondyBlog porte sur les

quartiers : il ne les stigmatise pas. C'est une plateforme d'expression pour les habitants des quartiers populaires. » Au bout de trois mois, les journalistes suisses ont laissé les clés à une équipe de jeunes formée à cet effet. L'idée est de permettre aux principaux intéressés de raconter la vie dans les banlieues difficiles. L'équipe actuelle est composée d'habitants de Bondy et plus largement de la région parisienne, âgés de 18 à 30 ans.

« Parallèlement, on a créé une école du blog. Un samedi sur deux, on se réunit dans une salle à Bondy où on fait venir des grands journalistes de la presse, pour qu'ils expliquent un point important du métier - comme la méthode pour mener une interview, par exemple. Trente places sont disponibles : un tiers d'entre elles est réservé à des lycéens, un tiers aux bloggeurs et un tiers est ouvert au public. »

consiste à faire découvrir aux médias classiques les territoires urbains et l'histoire de l'immigration : « sur ces deux sujets, le monde des médias a de grosses carences. » Nordine aimerait que la question des banlieues cesse d'être traitée de manière extraordinaire par des journalistes non spécialistes. Elle concerne une partie importante de la population française, alors on se doit de la traiter avec plus de moyens.

Le Bondy Blog continue dans ce sens. Il gagne peu à peu du terrain, grâce à ses différentes éditions et à sa notoriété croissante. En effet, le blog a reçu des responsables de l'Ambassade des Etats-Unis, des journalistes du New York Times et bien d'autres encore. « À terme, ça va devenir un vrai réseau d'informations, une vraie façon de traiter l'information. » On l'espère !

Sabrina Hamache

Le combat que mène Nordine [www.bondyblog.fr](http://www.bondyblog.fr)

**Volontaires ! n°15**

Afev - 26 bis, rue de Château-Landon - 75010 Paris  
 Tél. : 01 40 36 01 01 - Mail : [pole.national\(at\)afev.org](mailto:pole.national(at)afev.org)  
 Directrice de la publication : Anne Korobelnik

Coordination, rédaction, réalisation : Nathalie Broux, Philippe Campinchi (PCC), Nicolas Delesque, Estelle Duquesnois, Paul Falzon-Monferran, Tanguy Fichou, Sabrina Hamache, Matthieu Lamarre, Eunice Mangado-Lunetta, Christophe Paris, François Perrin (PCC), Elise Renaudin, Jérôme Sturla et Tanguy Tollet.

Crédits photographiques : Matthieu Lamarre, Patrick Sagnes, Richard Dumas (Luke p7), PCC et D.R.  
 Conception graphique : Claire Le Roy  
 Maquette PAO : Babette Stocker (PCC)  
 Impression : Graph 2000 - BP 61203 - Argentan cedex  
 ISSN 1765-4408  
 Dépôt légal à parution

LE JOURNAL DE L'ENGAGEMENT SOLIDAIRE



**REPORTAGE**  
 Retour sur l'Université Européenne de l'Engagement  
 p. 2



**ENTRETIEN**  
 Gabriel Cohn-Bendit, parrain de la première Journée du Refus de l'Échec Scolaire  
 p. 3



**SOCIÉTÉ**  
 Les familles prennent la parole  
 p. 4



**RENCONTRE**  
 Luke, un groupe militant en concert pour l'Afev  
 p. 7

**DOSSIER**

**Comment lutter contre l'échec scolaire ?**

Philippe Meirieu  
 Professeur en sciences de l'éducation à l'université Lumière-Lyon 2

**Les douaniers et les passeurs**

La notion d'échec scolaire est assez récente. Elle n'apparaît guère avant les années 1960, et ne devient un véritable problème social et politique que dans les années 1980. Car dans la tradition élitiste française, les échecs étaient plutôt des solutions... au problème de la sélection. Dès lors que l'héritage des charges et des biens ne pouvait plus être - au moins en théorie - le critère de structuration de la hiérarchie sociale, la réussite scolaire et son corollaire, l'échec, permettaient de faire le tri !

nous avons appris que ce « tri » ne s'effectuait pas sur le seul critère du mérite, mais renvoyait à des conditions économiques, à l'apprentissage familial du métier d'élève qui n'étaient pas équitablement répartis dans le champ social. Entre l'enfant qui dispose d'une bibliothèque et d'un ordinateur à la maison, à qui ses parents lisent des histoires tous les soirs, qui bénéficie d'un environnement stimulant... et celui qui, très tôt, « rouille » au bas des tours, « l'égalité des chances » est une vaste escroquerie !

Cela nous est devenu aujourd'hui insupportable. Pourquoi ? D'abord, parce que

*suite page 3*



Cette photo et celles du dossier sont extraites d'une série réalisée par Patrick Sagnes à l'occasion de la nouvelle campagne de mobilisation étudiante de l'Afev.



**EDITO L'école appartient à tous**

par Nicolas Delesque secrétaire général de l'Afev

L'Association de la Fondation Etudiante pour la Ville (Afev) est une association d'éducation populaire créée en 1991 qui mobilise des étudiants bénévoles pour intervenir dans les quartiers. Avec 7 500 bénévoles, 10 000 enfants suivis et 280 villes partenaires, l'Afev est le plus important réseau national d'intervention de jeunes solidaires. Leur principale activité est l'accompagnement éducatif dans les quartiers en difficulté.

L'Afev recherche 10 000 étudiants bénévoles pour accompagner 15 000 enfants et jeunes en difficulté dans leurs parcours éducatifs. Rejoins nous sur [www.afev.org](http://www.afev.org) Infos en page 8.

Que de réforme ! Aménagement des programmes, suppression du samedi, généralisation de l'accompagnement éducatif, mise en place de soutien, effacement de la carte scolaire, révision pendant les vacances... et comme toujours, parce que l'éducation de nos enfants est ce qu'il y a de plus important, que de réactions ! Forcément exacerbées par la pression de la réussite scolaire, tout le monde est attentif à l'organisation de la rentrée et flexibilité du temps de travail oblige, à l'organisation de sa vie de famille. L'air de rien, il va falloir prendre en compte des horaires à la carte en fonction des systèmes d'aide, des vacances à géométrie variable surtout si votre enfant a des difficultés, des articulations à trouver avec les activités de loisirs, ...

Sans compter que pour comprendre la différence entre les heures de soutien : l'accompagnement éducatif, le

cours privé, l'accompagnement à la scolarité, les stages de révision et j'en passe, il va bientôt falloir un diplôme spécifique pour savoir ce qui est bien pour un enfant.

Si la famille est bien reconnue comme le premier lieu d'éducation de l'enfant et que les formules de co-éducation et d'éducation partagée ne sont pas simplement des figures de style, il conviendrait de se poser aussi la question de l'information aux familles et en particulier aux familles les plus éloignées vis-à-vis de l'institution scolaire.

Si la suppression du samedi est plus une promesse de campagne, plébiscitée depuis longtemps par les familles pour enfin vivre leurs week-ends et prendre en compte, comme le rappelle Jean Viard, que « l'enfant est un micro citoyen qui a besoin de vivre dans le temps de la société », les autres me-

ures doivent permettre d'améliorer le système.

L'enjeu est bien de lutter contre l'échec scolaire, c'est en tout cas l'objectif annoncé de ces réformes y compris la suppression de la carte scolaire. Mais comment y arriver si les premiers concernés, les 150 000 jeunes qui sortent du système scolaire tous les ans et leurs familles ne sont pas informés, associés et convaincus du bien fondé de ces mesures. Comment ces mesures pourraient être attractives et efficaces, pour des élèves qui se sentent désqualifiés et humiliés par l'institution qui les portent et les organisent ?

Ces réformes et les dispositifs qui les accompagnent ne sont ni bons ni mauvais par nature, ils seront discriminants si leur compréhension est réservée aux inclus, ou égalitaires si une priorité est réellement donnée aux

plus en difficulté. Face à la complexité des situations et aux enjeux pris par l'éducation et la formation dans nos sociétés contemporaines, les systèmes de formation initiale, et l'école en premier lieu ne peuvent répondre seules à ces défis. Des acteurs comme les familles, les collectivités locales, les associations sont aujourd'hui essentiels pour rendre concrètes une société de la connaissance.

Qu'on le veuille ou non, il faudra bien intégrer un jour dans nos réflexions et notre manière de procéder que l'école appartient à tous et que l'éducation est un sujet politique bien trop important pour le laisser dans les mains des seuls spécialistes en laissant de côté les premiers éducateurs. La Journée du Refus de l'Échec Scolaire organisée par l'Afev, avec de nombreux partenaires, le 24 septembre 2008, aura pour ambition, de rendre ce débat aux citoyens.

# Plein phare sur la société de la connaissance

Retour sur l'Université européenne de l'engagement organisée par l'Afev fin août à Dunkerque. Trois jours de débats intenses sur les nouveaux enjeux de la formation, ponctués de moments festifs... Ambiance.



Même lieu, même parfum de fin de vacances, mêmes protagonistes : pour la deuxième année consécutive, l'Afev envahit Dunkerque pour son université d'été, avec l'objectif d'éclairer les enjeux actuels de l'éducation non-formelle. Un concept phare : celui de la société de la connaissance, mouvement qui s'accélère, prend de nouvelles formes, mais ne peut avoir de sens que s'il réduit les fractures au lieu de les accentuer.



L'Afev entend bien se positionner au cœur de ce débat, comme acteur de l'éducation populaire, intermédiaire entre les citoyens et les institutions. Elle s'appuie pour cela sur ses partenaires, dont les représentants défient sur la scène du Kursaal de Dunkerque : l'ANLCI <sup>(1)</sup>, l'INJEP <sup>(2)</sup>, la CPU <sup>(3)</sup>... Comme l'an dernier, il y a aussi une vraie volonté de connexion aux enjeux de la construction européenne.



Empêché, le philosophe Luc Carton n'a pu cartonner, mais Bernard Bier n'a pas biaisé, et a su, au nom de l'INJEP, relever le défi de la synthèse, de transitions énergiques en contextualisations non moins énergiques... accompagnant au mieux le fil de notre réflexion durant ces 3 jours.

On retient de l'intervention de l'historien François-Pierre Boursier qu'on vit dans une « société de poussière qu'il faut à tout prix recimenter », mais qu'il y a « nécessité de changer de braquet pour penser ce monde d'aujourd'hui », ce qui implique notamment d'instaurer un nouveau modèle éducatif.

On retient que l'illettrisme est « l'une des sources d'inégalités les plus criantes mais qui se tait » (Marie-Thérèse Geoffroy, directrice de l'ANLCI), que « ce pour quoi on s'engage c'est quelque chose qui nous touche! » (Wulfran Despicht, Conseil Régional Nord Pas de Calais), qu'il faut aussi arriver à provoquer chez les victimes de l'illettrisme ce « déclic » qui est la « première étape essentielle pour entrer dans les apprentissages, ou y retourner » (Jean Vanoye président de la FREREF <sup>(4)</sup>).

On retient que le commerce local dunkerquois (bars, compagnies de taxis...) s'est merveilleusement porté durant ces échanges animés.

On retient que Dunkerque regorge de talents, entre les organisateurs qu'on n'a, je crois, jamais aperçus se reposer (parmi eux une chauffeuse toujours disponible à 4h du matin pour ramener les derniers « intervenants »), et une

équipe de volontaires recrutés façon « Nouvelle Star », qui nous présente le dernier soir un spectacle de haute volée.

On repart impatients de connecter tous ces concepts au travail de terrain en attendant l'an prochain...

Estelle Duquesnois

<sup>(1)</sup> ANLCI : Agence Nationale de Lutte contre l'illettrisme.  
<sup>(2)</sup> INJEP : Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire.  
<sup>(3)</sup> CPU : Conférence des Présidents d'Universités.  
<sup>(4)</sup> FREREF : Fondation des régions européennes pour la recherche en éducation.



# « Le moment de réinventer la solidarité »

Déclin des syndicats, atomisation du monde du travail, montée de l'exclusion: pour François-Pierre Boursier, historien et animateur du réseau Alerte, l'évolution de la société vers un individualisme toujours plus poussé commande de repenser les formes de solidarité.

**Vous affirmez que notre société vit actuellement une rupture majeure. Quelles en sont les caractéristiques ?**

Depuis une trentaine d'années, l'économie est organisée selon un capitalisme séparateur. Là où le capitalisme traditionnel produisait des classes sociales et donc des solidarités de classe - via les syndicats et les partis politiques - aujourd'hui le capitalisme sépare les individus. Dans les années 60, quand un jeune entraînait chez Peugeot, il progressait étape après étape au sein de la hiérarchie - ouvrier spécialisé, puis de plus en plus qualifié, puis contremaître etc. Aujourd'hui, on voit dans les entreprises arriver des jeunes diplômés qui deviennent instantanément une menace pour les plus anciens car ils prétendent aux mêmes responsabilités. Deuxième évolution: la quasi mort de la société industrielle. Là où il y avait 40% de Français qui travaillaient dans l'industrie, ils ne sont plus que 20%. C'est une évolution des métiers mais aussi une rupture avec l'organisation ancienne de la société. Tout cela contribue à détruire les solidarités particulièrement dans le monde

professionnel - d'où la crise actuelle des syndicats -. L'une des conséquences, c'est l'émergence des situations d'exclusion et de grande détresse sociale. Auparavant, l'immense majorité des gens avait un travail, un rôle social, une place dans la société. Aujourd'hui une part croissante de personnes a le sentiment d'être tout simplement inutile. A cela il faut ajouter l'insécurité dans le monde du travail, avec la multiplication des statuts précaires.

**Est-il possible d'aller à l'encontre de cette évolution ?**

Il faut s'inspirer de ce qui a été fait lors des grandes ruptures de la fin du 19e siècle, quand on est passé d'une société organisée depuis des siècles, de façon rurale, à une société urbaine industrielle. On parlait à l'époque de « société en poussière » car les individus ne jouissaient plus des solidarités naturelles qui existaient auparavant - celles de la communauté villageoise ou des corporations. A l'époque, les politiques ont su penser de nouvelles solidarités. Cela a été tout l'apport de penseurs comme Léon

Bourgeois qui ont théorisé « l'arithmétique de la dette » : nous sommes débiteurs les uns des autres, nous avons besoin les uns des autres. D'où l'apparition des systèmes de cotisation sociale - sur les accidents du travail, la retraite...

**Alors, quelles pistes pour repenser la solidarité ?**

D'abord, repenser la question de la formation. Nous sommes entrés dans une société où la connaissance est un déterminant essentiel, notamment sur un plan économique. Les universités deviennent le lieu de production d'une matière première, celle des savoirs. Mais la formation ce n'est pas seulement la formation initiale ; d'où l'intérêt de développer la reconnaissance des acquis professionnels, la formation tout au long de la vie, et les lieux de formation alternatifs comme les universités populaires. Deuxième piste, il n'y a pas de société solidaire sans un Etat qui fabrique de la solidarité entre les individus. Ce qui passe par la redistribution, donc par la réhabilitation de l'impôt. Ceci

dit, il ne faut pas tout attendre de l'Etat. La société civile et donc les associations ont aussi un rôle pour créer de nouvelles pratiques sur le terrain et faire remonter les solutions vers les lieux de décision politique. Les associations ont notamment un rôle déterminant dans l'évolution de la prise en charge des individus victimes du sentiment d'inutilité sociale. Ce qui est frappant c'est de voir l'impact que peut avoir l'accompagnement individualisé : une personne qui donne de son temps pour aider une autre, c'est le meilleur moyen de favoriser ce sentiment de reconnaissance sociale qui manque tant aux gens en situation d'exclusion. Ce n'est pas une réponse directe à leurs problèmes, mais un premier pas déterminant vers leur intégration dans la société.

Entretien réalisé par Paul Falzon-Monferran



L'Afev organise le 9 décembre prochain un colloque sur la Responsabilité Sociale des Universités au Conseil Régional Rhône-Alpes à Charbonnières les Bains (agglomération lyonnaise) en partenariat avec la Région Rhône-Alpes, la Conférence des Présidents d'Universités, l'Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail, l'association des Directeurs de CROUS et sous le parrainage du ministère de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur.

Plus d'informations : [www.colloque-rsu.org](http://www.colloque-rsu.org)

# Luke : « Il faut être acteur de la société, pas spectateur »

Les mots enflammés de Luke, leur musique tour à tour délicate et explosive, ont illuminé le concert de clôture des Journées Mondiales des Jeunes Solidaires organisé à Lille le 17 mai 2008. Cette rencontre a été l'occasion pour le leader du Groupe de rock français de se confier sur sa vision de l'engagement et de la société.

**Que signifie votre présence aux Journées Mondiales des Jeunes Solidaires ?**

Nous sommes simplement là pour faire de la musique et chanter, en somme notre métier. Je ne vous qualifie pas pour autant de groupe engagé. Nous ne le sommes pas plus que n'importe quel danseur ou écrivain. J'ai sur ce sujet une conception très « années 80 » des choses. Faire une activité, par exemple artistique, à l'encontre de ce que l'on nous impose comme mouvement, c'est pour moi déjà un engagement en soi.

**Vous parlez dans vos chansons de génération sacrifiée, pourquoi ?**

La jeunesse, c'est le tiers monde en France. On est une génération étouffée et sacrifiée par nos pères. C'est fou la difficulté que l'on peut avoir à décrocher un job, à finir ses études et à savoir si elles servent à quelque chose, à trouver un petit coin à soi pour fonder une famille... Je ne pense pas que la génération de mai 68 ait eu ces problèmes là. Nos parents se sont bien démerdés et ont rempli leurs poches. C'est sur que, grâce à internet et aux jeux vidéo on ne s'ennuie

plus ! Mais en contrepartie nous sommes une génération embourbée dans un magma d'informations dont on ne sait plus rien tellement elles sont hiérarchisées. A la télé, par exemple, on peut interviewer côte à côte un homme politique et une actrice porno sans que ça ne choque personne. Je pense que la nouvelle génération a bien du mal à trouver des repères, à se sentir bien en échappant à une parodie mercantile du bonheur. On nous rabâche des « nous sommes tous égaux » : les profs sont les mêmes que les élèves, les patrons que les ouvriers. En réalité, nous reproduisons des hiérarchies et des inégalités encore plus dures que celles de nos parents. Les Enfants de Saturne [ndlr leur dernier album] parle de notre vision de ce que le monde est en train de devenir. Bientôt nous n'aurons plus d'Etat mais une holding d'Etat qui s'appellera Total. Nous obtiendrons des bons points avec les chevaliers des arts et des lettres l'Oréal. Le panthéon va appartenir à Lagardère...

**Quelles solutions voyez-vous à ces problèmes ?**



Lire les journaux et voter en son âme et conscience. Il faut être acteur de la société et non spectateur de l'information. La politique ce n'est pas qu'aller voter, c'est aussi quelle relation tu entretiens avec ton voisin. Aujourd'hui, l'engagement n'est malheureusement pas très à la mode. La mode, c'est gérer et soigner l'image de son Myspace. La société mélange pression consumériste, idolâtrie bête du bad-boy et glamour d'être un bon manager. Je trouve ça dangereux, car quand tu es jeune tu dois pouvoir te forger ta propre existence.

Entretien réalisé par Matthieu Lamarre [www.luke.com.fr](http://www.luke.com.fr)

Des artistes locaux ont également fait sensation lors des JMJS de Lille du 17 mai. Particulièrement les groupes emmenés par Sébastien Kaudio alias Black Adopo : Sexion K, un groupe de raga dance hall et Djaff and the band, groupe de soul jazz plus acoustique. Deux dates avaient aussi été programmées à Calais et à Dunkerque. Sébastien qui est également volontaire Afev à Valenciennes souhaitait apporter ainsi sa contribution à ces journées par ses textes engagés emprunts de tolérance.

<http://www.myspace.com/blackadopo>

**HYPERTEXTE LA CHRONIQUE DE JÉRÔME STURLA\***

« Trois leçons sur l'Etat-providence » - Gosta Esping-Andersen / La République des Idées - 2008

L'ouvrage présenté ici ouvre de sérieuses pistes de réflexion pour redessiner les contours d'un nouvel Etat-providence au sein de nos sociétés post-industrielles. Les premières pages campent le décor. Elles suggèrent que les politiques publiques de solidarité nationale prennent en compte désormais la situation des individus et la nature des risques auxquels ils sont exposés dans le contexte de l'économie de la connaissance. Loin de privilégier les solutions de court terme le propos de l'auteur nous invite à changer totalement de paradigme en considérant les politiques sociales comme une stratégie collective d'investissement. Il s'agit selon lui, de passer « d'un Etat-providence essentiellement « infirmier », à un Etat-providence investisseur ». Pour cela, il ouvre la réflexion autour de trois grandes questions qui marquent fortement l'évolution de nos sociétés contemporaines :  
 - Le rôle nouveau joué par la famille et singulièrement celui de la femme.

- L'attention qui doit être portée aux périodes de vie de la petite enfance et de l'enfance.  
 - La nécessité d'appréhender le phénomène de vieillissement et d'allongement de la durée de la vie.

Au-delà de formaliser des constats et de décrire des situations le livre de Gosta Esping-Andersen fourmille de propositions.

Du plus jeune âge à la fin de la vie il évoque la nécessité de soutenir l'éducation comme une priorité dès la naissance et d'appréhender la question du 3ème/4ème âge de manière équilibrée. A l'heure où la crise pétrolière renforce l'idée que les marges de manœuvre des politiques publiques nationales sont très faibles la lecture de ce livre relativise cette idée dominante. De nouveaux chemins sont possibles pour initier des politiques de solidarités sociales qui soient efficaces tout en étant en prise avec la nouvelle donne économique.

\* Directeur délégué de l'Afev

**LOGEMENT**  
**JOBS • STAGES • EMPLOI**  
**Sinon, il y a lindic.fr**  
**le city-guide étudiant de votre ville**

## Echec scolaire, échec de qui ?

Cette année, j'ai fait passer le bac dans un prestigieux lycée privé parisien, un endroit où je n'enseignerais jamais. 100% de réussite au bac, dont 99% de mentions, dont 84 % de Bien ou Très Bien. Dans cet établissement, il n'y a donc pas d'échec scolaire. Et les profs me le disaient eux-mêmes, on conduit des classes de 37 élèves comme des voitures à direction assistée... métaphore pour désigner des élèves entièrement adaptés aux exigences, parfaitement disciplinés, qui se laissent conduire sans sortir de la route... Lorsqu'on sélectionne les élèves, donc, il n'y a pas d'échec scolaire.

Oui mais voilà, on ne peut pas partout en faire de même. Ailleurs, l'échec est un mot qui pèse lourd, sur l'élève, bien sûr, mais aussi sur le professeur qui se sent démuné, et sur l'Institution qui n'absorbe pas la massification scolaire, qui voit ses statistiques s'enliser, et qui multiplie les dispositifs d'aide, d'accompagnement, de remédiation... pour lutter contre ce que l'on appelle la perte des fondements, la baisse du niveau, etc. Je ne sais pas, moi, si le niveau baisse ou si c'était mieux avant ; je ne sais pas si aujourd'hui l'Ecole remplit moins bien sa mission qu'autrefois, et si d'ailleurs la rélegation scolaire n'était pas plus cruelle encore quand seulement 30% d'une classe d'âge atteignait le lycée... Je ne le sais pas, et à vrai dire je m'en moque un peu, parce que de toute manière j'ai signé pour presque quarante ans avec ce fameux mammouth, et il va bien falloir que j'aie parfois l'impression de « réussir », c'est-à-dire de faire réussir mes élèves...

Ce que je sais, en revanche, c'est que je suis un exemple très représentatif de ce qui me paraît absurde dans ce système : j'ai toujours été bonne élève, déléguée de classe, j'ai fait de longues années d'études, j'ai passé un concours difficile (que j'ai d'ailleurs d'abord « raté » : enfin un échec?!), je suis devenue spécialiste de critique littéraire, et j'ai ainsi intégré l'Education Nationale. Ce que je sais aussi, dont je ne décolère toujours pas : c'est que l'on ne m'a JAMAIS demandé pourquoi et comment j'avais envie d'enseigner ; que l'on ne m'a jamais demandé à quel profil d'élèves je souhaitais transmettre ma prose (berline à direction assistée ou vieille carrosserie revêché ?), que l'on ne s'est jamais intéressé à mon parcours personnel pour m'affecter dans tel ou tel lieu (vous avez dit entretien d'embauche, lettre de motivation, profil ?), que l'on ne m'a jamais donné un cours d'Histoire de l'éducation sur les méthodes et expériences qui ont été menées auparavant, que l'on ne m'a jamais expliqué comment fonctionnait un adolescent (encore moins trente ados ensemble!), que l'on ne m'a jamais présenté les vagues migratoires, les chiffres de la massification scolaire, l'évolution des programmes, que l'on ne m'a jamais inspectée avant ma septième année d'enseignement, que je n'ai jamais fait un autre travail et que je n'en ferai jamais aucun autre... et que pourtant, on me confie allègrement chaque année des centaines d'ados de milieux défavorisés, aux origines, aux cultures, aux attentes si diverses. On ne m'a jamais demandé autre chose que d'être une experte en littérature, de savoir bien parler, de corriger les fautes, de faire des plans en trois parties, d'ouvrir mes dissertations par de belles citations. Rien d'autre qu'un puits de science sans conscience... Eh bien, tant que l'on continuera à recruter les profs comme cela, à nier une partie immense de leur mission, tant que l'on fera l'autruche parce qu'on a peur de « s'abaisser » au niveau des élèves, tant que l'on écartera les déclinistes chevelus à la Finkelkraut, l'échec scolaire ne s'estompera pas, et ce ne sera ni la faute des élèves, ni celle des profs, ni celle des parents, ni celle de l'IUFM qui arrive de toute manière trop tard.

Pourtant, l'expérience le prouve : quand un prof est heureux d'enseigner (et nombreux - ô miracle! - le sont), quand il travaille avec des profs contents d'être là où ils sont, il fait mieux réussir ses élèves... que ce soit pour obtenir une mention Très bien ou une orientation raisonnable en BEP. Une des clés de la lutte contre l'échec scolaire est dans le recrutement des profs, et ce qu'on appelle pudiquement les ressources humaines. Mais bon, nous resterons encore longtemps, j'en suis sûre, dans le culte de la sélection, de l'ambition, du savoir contre la pédagogie, du plan en trois parties, de l'autorité, du mérite... et nous continuerons à mettre en échec des jeunes qui auront, souvent pour leur vie entière, perdu confiance en eux. Ca y'est, je suis énervée.

\* Professeure au lycée Jacques-Feyder à Epinay-sur-Seine (93)

## De Ménilmontant à Manhattan

Grâce à Internet, une jeune bénévole de l'Afev a initié un échange entre des jeunes du vingtième arrondissement de Paris et des élèves new-yorkais. Récit d'une histoire.

A ses débuts en tant que bénévole, Talila faisait de l'aide aux devoirs à l'Association jeune éducation (AJE), dans le vingtième arrondissement de Paris. C'est en parlant de voyage, avec l'un de ses élèves, que l'idée d'un échange culturel par le biais d'internet s'imposa à elle. « Ces ados n'ont jamais eu l'opportunité de voyager. Je me suis mise à rêver d'un atelier où ils pourraient dialoguer avec des jeunes d'un autre pays », explique-t-elle.

Trois ans plus tard, elle décide de mettre en œuvre son projet et profite de son service civil à l'Afev pour rechercher des partenaires. C'est décidé, les correspondants seront de jeunes new-yorkais. « Un bon moyen pour des Français de parler anglais tout en découvrant la vie quotidienne aux Etats-Unis », souligne Talila. L'ambassade américaine lui fournit une liste d'associations qu'elle s'empresse de contacter. Un partenariat voit aussitôt le jour avec l'International Education of Resource Network (IERN), un réseau mondial qui permet aux professeurs et animateurs d'organiser des échanges par le biais d'Internet. Il prend la forme d'un forum interactif sur lequel des administrateurs interrogent les participants sur leur pays. Ces derniers répondent et ont la possibilité de poster des images, des vidéos et des chansons.

« C'est un outil formidable », commente la bénévole. « On vous propose des projets pédagogiques clés en main, en fonction de différentes thématiques. Cela va des droits de l'Homme aux lettres, en passant par l'Histoire, et c'est particulièrement rapide à mettre en place », poursuit-elle. En tant qu'animatrice, elle a même reçu d'IERN un guide qui détaille toute la marche à suivre.

Les responsables de l'AJE s'intéressent vite à cette plateforme d'échange. Ils mettent des ordinateurs à la disposition de trois jeunes qui souhaitent participer. Talila choisit pour eux le projet « My city and myself », dans lequel ils doivent présenter leur ville à leurs homologues étrangers. « Bien qu'il s'agisse de parisiens intra-muros, je savais qu'ils ne connaissent pas Paris. Aucun d'eux n'avait par exemple visité la Tour Eiffel. Ils ont découvert la capitale au fur et à mesure qu'il la présentait aux new-yorkais », explique la bénévole. Deux heures par semaine, elle propose des jeux ou des sorties, réalisant un photomontage, un film et une brochure touristique sur New-York comme bilan de fin d'année.

« Le plus dur est d'aller au-delà des stéréotypes. Cela demande du temps et de la patience pour les sortir des clichés qu'ils ont



pu voir à la télé. Il y a encore du travail à faire dans ce domaine », observe Talila. Ce travail, elle compte bien le mener l'année prochaine. Si elle ne sait pas encore quelle forme prendra alors son projet, elle s'imagine déjà emmener ces jeunes jusqu'à New-York.

Matthieu Lamarre

**CHRONIQUE e-VOLONTAIRES**

**www.e-volontaires.org**

CREE TON BLOG C'EST UTILE BLOGS FORUM SITE AFEV CONTACTS

---

**Envie d'agir... contre la fracture numérique**

A l'Afev, certains jeunes sont bénévoles, et assurent l'accompagnement individualisé à domicile d'enfants en décrochage.

D'autres sont volontaires, en service civil, et génèrent des dynamiques collectives entre tous les bénévoles et jeunes suivis.

Fulvia Rastelli fit partie, en 2006/07, des premiers moutures de volontaires recrutés par l'association. Elle a effectué son service civil à l'Afev Nancy et a pu monter un projet personnel, en lien avec la structure. Ayant passé un BTS Informatique de gestion, elle souhaitait mettre à profit ses compétences spécifiques dans le montage d'une activité pédagogique avec des jeunes.

Elle a commencé par équiper une salle du local de l'association avec du matériel informatique offert par des entreprises d'assurances, des médecins, dentistes et hôpitaux.

Entre novembre 2006 et juin 2007, Fulvia a ensuite pu tenir une permanence tous les mercredis après-midi au local de l'Afev, afin d'animer un atelier de découverte informatique destiné aux bénévoles et aux jeunes qu'ils accompagnaient.

Fulvia a été lauréate en novembre 2006 du programme Envie d'agir, coordonné par la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse et des Sports. Ceci lui a permis d'obtenir une bourse de 1000 euros, mais aussi de bénéficier d'un accompagnement pour affiner son projet en matière d'achat de câbles réseau et périphériques liés à la mise en place du parc informatique, le vieux matériel récupéré nécessitant parfois certaines mises à jour.

Fulvia a retiré de nombreux bénéfices de cette expérience, qui lui a notamment permis d'apprendre à gérer un projet du début à la fin de façon autonome. Contribuant à son échelle à la lutte contre la fracture numérique...

Estelle Duquesnois

### DOSSIER :

Alors que 15% des élèves rentrent en 6e avec de grandes difficultés

# Comment lutter contre l'échec scolaire ?

► Suite de la page 1



Nous savons qu'il existe une spirale de l'échec qui, par le truchement des étiquetages et orientations successives, condamne les plus fragiles à une série d'exclusions successives. Plus encore : en France, la « deuxième chance » de la formation continue n'est donnée qu'à ceux qui ont bénéficié d'une formation initiale de haut niveau réussie !

Enfin, si l'échec scolaire nous est insupportable, c'est que nous ne pouvons nous résigner à avoir des citoyens à plusieurs vitesses... La complexité des situations impose que chaque sujet dispose d'une formation lui permettant de les comprendre et d'y agir lucidement. Quand montent, de toutes parts – dans la publicité comme dans les intégrismes de toutes sortes –, de terribles phénomènes d'emprise, il est plus que jamais urgent de former chacun et chacune à « oser penser par soi-même ». Sans cela, c'est notre projet démocratique lui-même qui sera compromis.

Il faut donc lutter contre l'échec scolaire et le gâchis qu'il représente : gâchis psychologique pour des enfants qui se voient assignés à la « nullité » et risquent de basculer dans la violence... gâchis social de ces élèves coagulés dans des groupes fusionnels où le rejet de l'école et de la pensée critique fait fonction d'identité... gâchis économique de ces orientations trop prévisibles dans des emplois sans perspective qui ne contribuent pas à faire augmenter la richesse nationale... gâchis politique qui

condamne les générations futures à remédier sans fin à ce qu'on n'aura pas su prévenir...

Mais, pour lutter contre l'échec scolaire, il faut comprendre qu'il n'est pas la conséquence obligée d'une cause unique, qu'elle soit sociale ou scolaire, culturelle ou économique. L'échec scolaire est la conséquence d'un ensemble de facteurs irrémédiablement entremêlés. Alors, bien sûr, il est facile pour les différents acteurs de se renvoyer la balle : « Ce n'est pas la faute des enseignants, mais des familles ! Pas la faute des familles, mais des associations ! Pas la faute des associations, mais de l'Ecole refermée sur elle-même ! » Rien ne sera possible tant qu'on se repassera ainsi l'élève en échec comme une « patate chaude ».

Mais rien ne sera possible, non plus, tant qu'on ne comprendra pas que, dans le domaine éducatif, la responsabilité, c'est pas comme un gâteau. Dans un gâteau, plus j'en prends, moins il en reste. En matière éducative, plus chaque acteur joue son rôle, le mieux possible, et plus les autres peuvent jouer le leur. Trois instances essentielles sont nécessaires à l'éducation d'un enfant : la famille - lieu de la filiation -, l'école - lieu de la transmission systématique des savoirs - et les « tiers lieux »... Il faut absolument, en effet, des espaces où l'on rencontre des pairs et des ex-pairs, où les animateurs ne soient pas investis d'un pouvoir institutionnel, où la parole peut s'inscrire résolument du côté du tâtonnement, de la recherche commune de solutions, de l'exploration de la liberté. Les « tiers lieux » n'ont vocation à marcher sur les plates-bandes de personne. Mais on aurait tort d'en sous-estimer l'importance : aucune forme de « soutien scolaire » ne pourra les remplacer. Dans les « tiers lieux », de

### ENTRETIEN

## « L'école devrait être un lieu où tous les enfants ont envie d'aller »

Pédagogue et fondateur, en 1982, du lycée expérimental de Saint-Nazaire, Gabriel Cohn-Bendit milite pour une école de la curiosité et de l'éveil. Il parraine la 1<sup>ère</sup> Journée du Refus de l'Echec Scolaire. Et comme toujours, « Gaby » surprend.



L'échec scolaire, c'est celui de l'élève ou de l'école ?

Je n'aime pas l'expression d'échec scolaire parce qu'elle sous-tend que c'est l'élève qui est en échec. Or, pour moi, c'est l'école qui échoue. Je ne vais pas dire que, s'il y a à l'origine des différences socioculturelles entre les élèves, tout peut être gommé. Mais il faut en finir avec certaines pratiques : le travail à la maison creuse les écarts entre élèves, les grandes vacances profitent aux élèves favorisés tandis que ceux des milieux populaires sont coincés au quartier. L'école est le seul lieu où tout le monde va. Les autres lieux concernent une petite catégorie de privilégiés, par exemple les conservatoires de la musique. C'est pour cela qu'il faut avoir pour l'école un projet

ambitieux, permettre aux enfants de faire du théâtre, de jouer dans un petit orchestre...

Pour vous, la clé c'est de redonner envie aux enfants d'aller à l'école...

J'ai toujours pensé qu'un gosse c'était curieux. Or, l'éducation ça commence souvent par « Tais-toi, arrête, tu magases », parce que les parents ont autre chose à faire... L'école devrait être le lieu où l'on commence à répondre à toutes les questions que se posent les enfants... J'ai travaillé pendant longtemps selon les méthodes Freinet <sup>(1)</sup>, il y avait des bibliothèques de travail avec des petits fascicules sur tous les sujets, de la reproduction des bigorneaux à la Commune de Paris... Si un élève se posait une question, l'insti disait à l'enfant d'aller à la bibliothèque trouver lui-même la réponse. L'école peut être le lieu où chacun creuse, mais pas forcément la même chose. Les rythmes n'ont pas non plus à être les mêmes. Par exemple avec le système des fiches auto correctrices de Freinet : l'élève remplissait un questionnaire sur une thématique, puis il se corrigeait lui-même, et enfin, toutes les quatre ou cinq fiches, il apportait ses réponses au maître qui voyait si les connaissances étaient acquises. Il y avait donc aussi une responsabilisation. Je connais peu

d'élèves qui, dans ce contexte-là, sont dégoûtés. Après, tous ne réussissent pas forcément de la même façon, mais au moins l'école est un lieu où les enfants ont envie d'aller.

On vous répondra qu'avec ces méthodes, les élèves n'acquerraient pas les connaissances de base.

Au lycée expérimental de Saint-Nazaire, on avait fait un atelier sur le suicide. Les jeunes qui avaient fait des tentatives ont commencé à raconter leurs expériences. Mais après, on avait étudié le suicide au Moyen-Age – quand on trimbalait le cadavre dans toute la ville pour faire honte à la famille –, le suicide au Japon ou dans la littérature française avec par exemple Mme Bovary... La semaine d'après, les élèves eux-mêmes avaient demandé d'étudier Phèdre, dont on avait lu un passage pendant l'atelier. Ce texte leur avait parlé. L'important, ce n'est pas de faire rentrer la culture dans la tête des enfants mais d'éveiller leur curiosité. A partir de là, ils la « bouffent » la culture. En Finlande, il y a une école qui réussit parce qu'elle écrase les différences entre les élèves. Si un enfant ne sait pas encore bien lire, eh bien on lui apprend à lire, on adapte son programme pour ne pas le surcharger. Et on ne peut pas dire que c'est une

Retrouvez les dossiers de



jeunes passeurs introduisent les enfants dans le monde. Au moment où, de tous côtés, des douaniers consacrent tant d'énergie à demander aux enfants leurs « papiers », il est plus que jamais nécessaire que des passeurs les aide à trouver les chemins de la réussite. Et l'on aurait bien tort de prendre ces passeurs pour des contrebandiers !

www.meirieu.com



Visuel réalisé gratuitement par Charb pour la première Journée du Refus de l'Echec Scolaire (soir p8)

écolo qui tire le niveau vers le bas, puisque la Finlande arrive à la première position de toutes les évaluations PISA <sup>(2)</sup>.

Quel écho rencontrent vos propositions ?

Le problème, c'est que beaucoup d'enseignants ne sont pas prêts à travailler comme cela. Je pense que ce n'est pas tant le problème de la formation que celui du recrutement. Il faut que les jeunes qui se destinent à devenir professeurs soient prêts à gérer les rapports humains, par exemple à ne pas se laisser avoir par la provocation. Ce serait intéressant pour eux d'avoir dirigé une fois une colonie de vacances de gosses de banlieue. Ou d'avoir été bénévole pour l'afev pendant un an ! S'ils se rendent compte que ça ne passe pas avec les enfants, qu'ils ont peur ou qu'ils s'ennuient, autant passer à autre chose.

Entretien réalisé par Eunice Mangado-Lunetta et Paul Falzon-Monferran

<sup>(1)</sup> Célestin Freinet (1896-1966) a conçu une pédagogie fondée sur l'expression libre (rédaction et impression de texte), ainsi que sur l'individualisation des enfants et le travail en coopération. Plusieurs dizaines d'écoles en France utilisent aujourd'hui ces méthodes.

<sup>(2)</sup> PISA : Programme for International Student Assessment.



# Cours privés, du business sur le stress

Academia est le symbole médiatique de cet El Dorado. En pleine explosion ces dernières années, le marché du soutien scolaire payant tire profit de l'inquiétude des familles concernant la réussite de leurs enfants et d'une politique fiscale ultra-avantagieuse, pour ceux naturellement qui sont... impossibles.

Parents anxieux cherchent solutions pour la scolarité de leurs enfants. Ce pourrait être une petite annonce dans la rubrique « emploi », où les offres concernant les cours privés font florès. Alors que les deux tiers des parents d'adolescents font de la réussite scolaire leur principal sujet d'inquiétude (1), le business du soutien payant est en pleine expansion depuis le début de la décennie. Les géants du secteur, tels Academia, voient leur activité augmenter chaque année de 20% à 30%. Et leurs bénéfices se chiffrent en millions d'euros (2). Un boom qui finit par inquiéter certaines instances d'évaluation du gouvernement.

Ainsi dans son dernier rapport consacré aux « Services à la personne », le Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC), un cercle d'experts présidé par Jacques Delors, consacre une analyse pour le moins critique au soutien scolaire privé. Son constat est le suivant : alors que les cours particuliers visent traditionnellement à combler

les lacunes de l'enfant, de plus en plus de parents y ont recours afin d'« équiper les jeunes pour la compétition scolaire », qu'il s'agisse d'intégrer une classe de bon niveau dans le secondaire, ou une section prestigieuse dans le supérieur. Un quart des élèves qui suivent des leçons privées au lycée ont ainsi pour objectif d'être admis dans des filières « sélectives », comme les classes préparées.

Le phénomène inquiète d'autant plus le CERC qu'il est, par nature, très inégalitaire. « Les élèves prenant des cours payants sont plus fréquemment issus de milieux favorisés : les enfants d'enseignants, de cadres ou de chefs d'entreprises y sont sur-représentés », constate le rapport. Un exemple : lors des stages d'été préparant aux grandes écoles, on trouve deux fois plus d'enfants de cadres que la moyenne. La montée de l'esprit de compétition scolaire, d'ailleurs mise en scène par les compagnies privées dans leurs campagnes publicitaires (3), n'est pas seule en cause : le CERC relève que la politique fiscale avantagée mise en place

depuis 2003 a largement incité les familles à avoir recours aux cours payants. La France est même « le seul pays où le soutien scolaire privé est financé à hauteur de 50% » via les baisses d'impôts, souligne le Conseil. Cette politique a un coût pour les finances publiques : 240 millions d'euros par an, soit le quart du budget total des ZEP, ou encore deux fois et demi l'enveloppe allouée au soutien scolaire public, gratuit pour les familles, mis en place depuis la rentrée 2007 dans les établissements prioritaires ! D'où cette interrogation du président du CERC, Jacques Delors : « Faut-il encourager, comme nous le faisons actuellement avec les réductions fiscales, le développement d'un système scolaire privé poussant les familles à compenser les défaillances du système scolaire par des appuis favorisant les enfants déjà les mieux dotés sur le plan des revenus et du capital culturel et social ? »

La conclusion du CERC est sans appel : « le développement important du soutien scolaire

privé entretient, et même accentue, les inégalités sociales et les disparités spatiales ». La réplique politique se trouve, selon le Conseil, dans l'investissement de l'Education nationale dans « l'aide aux devoirs prescrits », mais aussi dans un « partenariat actif » avec les acteurs de terrain, dont les associations, pour la mise en œuvre d'un accompagnement à la scolarité prenant réellement en compte les besoins de l'enfant.

Paul Falzon-Monferran

Retrouvez le rapport du CERC en ligne : [www.cerc.gouv.fr](http://www.cerc.gouv.fr)

- (1) Source : enquête 2007 du Fil santé jeunes.
- (2) Les derniers résultats déclarés par Academia en décembre 2007 font état d'un bénéfice net de 5,5 millions d'euros, en hausse de 45% sur un an.
- (3) Voir le communiqué de l'Afev du 25/10/2007, « Ecole : la solidarité plus efficace que la compétition », disponible sur [www.afev.org](http://www.afev.org)



# « Deux heures hebdomadaires dédiées aux élèves en difficulté »

Face aux critiques concernant l'insuffisance des moyens dans les zones d'éducation prioritaire et les suppressions de postes, le gouvernement annonce de nouvelles mesures pour prévenir l'échec scolaire. René Macron, directeur du Bureau des écoles à la Direction générale de l'enseignement scolaire (DESCO) du ministère de l'Education nationale effectue pour Volontaires un tour d'horizon de ces dispositifs et présente l'objectif : diviser par trois le nombre d'élèves de 6<sup>ème</sup> en difficulté.

Le ministère de l'Education nationale annonce de nouvelles mesures pour prévenir l'échec scolaire. Quelles sont-elles ?

La mesure la plus importante est l'aide individualisée, d'une durée de deux heures hebdomadaires, dédiée aux élèves en difficulté. A partir du moment où l'on détecte un enfant en difficulté, l'enseignant le prend en charge, individuellement ou en petits groupes de trois ou quatre. Cette mesure s'accompagne d'une diminution du temps scolaire : on passe de 26 à 24h, en supprimant la classe le samedi matin. La deuxième mesure vise à organiser, pendant les vacances scolaires, des stages de remis à niveau pour les élèves de classe de cours moyen, pour éviter qu'ils ne soient en difficulté en arrivant au collège. Ce seront des stages d'une quinzaine d'heures – concrètement, trois heures par jour pendant une semaine. Les enfants seront pris en charge là encore par petits groupes, six au maximum. Tout cela étant pris en charge par les enseignants, soit sur leur temps de service, soit en heures supplémentaires. Ce sera donc une opération totalement gratuite pour les parents.



lieu » ?

C'est l'autre grande mesure de cette rentrée, qui devra s'articuler avec les dispositifs précédents. Il s'agit de proposer aux enfants des activités en dehors du temps de classe : aide aux devoirs mais aussi activités culturelles et activités sportives. L'objectif étant que ces trois catégories soient représentées pour qu'élèves et familles aient le choix. L'accompagnement éducatif a été lancé à la rentrée 2007 dans le réseau « ambition réussite », il va être étendu cette année dans les établissements d'éducation prioritaire, puis généralisé l'an prochain dans toutes les écoles. La nouveauté par rapport aux dispositifs passés, c'est qu'on part d'une communauté de travail qui est l'école. Là, on peut vraiment faire le lien avec le « Plan Banlieue » où l'école, qui est souvent la seule administration présente dans les quartiers, est utilisée comme unité de travail. C'est par exemple via l'école que seront proposés des dispositifs d'apprentissage du français par les parents.

Y a-t-il des objectifs chiffrés pour ces mesures ?

L'objectif, c'est de diviser par trois le nombre d'élèves en difficulté en 6<sup>ème</sup> – aujourd'hui près de 15% des enfants sont dans ce cas,

C'est donc un objectif ambitieux, d'autant qu'un autre objectif est de diviser, dans le même temps, le nombre de redoublements par deux. D'où l'idée d'aider les élèves le plus tôt possible.

Avez-vous le sentiment que ces mesures soient à la hauteur de l'enjeu de l'échec scolaire ?

Il y a quelque chose de résolument nouveau dans ces mesures, une volonté d'adapter réellement le système à la réalité des élèves. C'est la première fois dans le primaire que tous les élèves d'une même classe n'auront pas les mêmes horaires et les mêmes enseignements, comme cela existe déjà depuis longtemps dans les collèges et les lycées. Le constat c'est que l'ensemble des enfants d'Europe sont scolarisés dans des systèmes où la durée d'enseignement est moins longue que la nôtre, alors que leurs résultats sont les mêmes voire meilleurs. Il n'est pas normal que nous ne soyons pas capables de faire la même chose. Mais en même temps qu'on dit ça, on peut considérer que pour certains élèves il y a des besoins supplémentaires : il faut se donner les moyens de les couvrir et c'est le sens de ces deux heures d'aide individualisée et des stages. Avant cela se faisait par les officines privées ; maintenant c'est l'Etat qui prend en charge. C'est un vrai progrès pour les familles.

Entretien réalisé par Leticia Zavala et Paul Falzon-Monferran



# Les familles prennent la parole

Démissionnaires, les parents ? Des familles d'enfants suivis par l'Afev ont participé à un tournage d'un film réalisé pour la Journée du Refus de l'Echec Scolaire le 24 septembre 2008. Bien loin des stéréotypes, on découvre des parents soucieux de la réussite de leurs enfants et attentifs à la vie de l'école.



Samedi 17 mai, place de la République à Lille. Salariés et volontaires de l'Afev s'activent afin que tout soit prêt pour le pique-nique organisé avec les étudiants bénévoles, les enfants accompagnés et leurs familles à l'occasion des Journées Mondiales des Jeunes Solidaires.

A midi, de nombreux étudiants sont déjà là, beaucoup avec les jeunes qu'ils ont suivis durant l'année. Arrive une première famille : une mère et ses trois enfants qu'on invite à s'attabler... Un couple de Tourcoing est venu avec ses quatre enfants ; ils n'ont pourtant

pas l'habitude des virées dans le centre-ville de Lille. Plusieurs familles nouvellement arrivées en France ont fait le chemin de Roubaix. On échange la recette des bananes plantain frites et du fondant au chocolat ; les enfants s'amuse.

A notre surprise, plusieurs parents acceptent de s'exprimer devant la caméra de l'Afev « si ça peut aider ». Les expériences sont variées, mais tous ont en commun cette volonté de voir leurs enfants réussir.

Le suivi de la scolarité ? Les mères soulignent son importance, mais certaines se sentent dépourvues face à des exigences qui dépassent leur propre niveau scolaire. Une mère, qui travaille et élève seule ses cinq enfants, exprime la « honte » qu'elle a de ne pas être plus présente dans la scolarité de sa fille.

L'implication dans la vie de l'école ? C'est un souhait, mais qui a du mal à être exaucé. « J'ai eu beau essayer de me présenter, ça ne marche pas parce que je ne fais pas partie de la fédération de parents d'élèves et que je connais très

peu de monde », explique une maman. Les quelques mères membres du Conseil d'Ecole déplorent elles-mêmes le manque de contact avec les autres parents.

Certains événements peuvent marquer non seulement les enfants, mais aussi les parents, qui, du coup, n'osent plus s'engager : « Je suis allée voir le directeur de l'école pour lui dire de faire quelque chose contre les violences faites à ma fille, il n'a rien fait, ça m'a profondément déçue ». Ces traumatismes remontent parfois à la propre expérience des parents à l'école : « Si j'avais été mieux orientée, j'aurais mieux réussi dans la vie ». Peu ou mal aidés dans leur jeunesse, parfois peu lettrés, les parents interrogés ont un rapport délicat à l'école.

A leurs yeux, les étudiants de l'Afev offrent à leurs enfants ce que eux n'ont pas eu la chance d'avoir : « Moi aussi j'aurais bien aimé être aidée par quelqu'un, pour faire les bons choix. » Ils ne sont pas avares de compliments sur les bénévoles : « C'est un exemple pour ma fille, un

modèle ». La présence de l'étudiant à domicile est très appréciée : « Ça fait un lien très fort entre mon fils et son étudiant, mais aussi avec nous les parents ». Pour une mère, l'étudiante est même devenue une amie.

Loin des clichés de démission ou de diktat parental sur l'école, les familles livrent une interprétation passionnante des enjeux liés à la scolarité. Et débordent d'idées pour améliorer l'école : « des classes moins chargées » pour assurer un meilleur suivi des enfants, « une plus grande ouverture des enseignants » à la diversité des enfants, une généralisation de l'accompagnement Afev « pour que tous les enfants puissent en profiter ». Selon les parents, le partenariat entre l'école et la famille doit être une priorité, accompagné d'une mise en confiance des parents pour qu'ils « osent » participer.

Autant de questions qui seront abordées lors de la Journée du Refus de l'Echec Scolaire.

Clotilde Giner



# « Le monde s'ouvre, ouvrons l'école ! »

Pour Jacques Pain, l'un des échecs de l'école est de se penser en dehors d'une société qui évolue à grande vitesse. D'où le besoin de coordonner les actions éducatives des parents et celles des enseignants pour mieux préparer les enfants au monde du XXI<sup>e</sup> siècle.

La mondialisation brasse de manière incontournable et irréversible les pays, les cultures, les structures familiales, sociales et institutionnelles. C'est de là qu'il faut partir pour comprendre l'avenir de nos problèmes, et nos problèmes dans l'avenir. L'évolution est rapide, violente, mais rien n'est désespéré.

Une statistique que je reprends souvent, d'experts internationaux, nous indique qu'en 2050, en Europe en particulier, une personne sur deux ne sera pas originaire du pays où elle vit. Nous entendons par parentalité un « éco-système » de liens identitaires de socialisation en réseau. C'est là que se fonde l'éducation de demain. En France, l'école a été conçue comme un lieu séparé. Mais ce lieu séparé ne l'est plus. Aujourd'hui, ce qui compte c'est ce qui porte le sens et l'actualité du message social, largement défaillant dans les politiques libérales. Pourquoi apprendre, et pour qui ? Les institutions sont des matrices de comportement.

Mettre en place une éducation « familiale » à l'école ?

Il faut que l'école développe son travail de base avec la famille, élargie à la « parentalité ». Acculturer la famille à l'école. Enseigner avec elle, voire à partir d'elle. Il ne s'agit pas de faire de la confusion de rôles et de tout mélanger, mais simplement, chacun restant à sa place, de coordonner les efforts de l'école, de la famille, en direction de l'éducation de l'enfance, puisqu'il s'agit là de la clé du monde de demain. Faire des parents des « relais enseignants », jusque dans les classes, comme enseignants associés, chercheurs, ou témoins du monde. Le Mouvement des Réseaux d'Echanges de Savoirs, avec les pédagogies actives, le pratique depuis longtemps.

Mais aussi « éduquer » l'école ?

Retourner la proposition et associer l'école à la famille. Les parents, ce sont des experts cachés en enfance, il suffit de les solliciter comme tels, et de soutenir leur parole. Mettre les enseignants à l'écoute de la parenté. Il s'agit de socialiser et mettre en réseaux sociaux l'enseignement et les enseignants. Socialiser l'école ! Car ce n'est pas encore commencé.

La famille enseigne, mine de rien, et l'école éduque, à son corps défendant. La société tranche.

Jacques Pain

Professeur en sciences de l'éducation à l'université Paris-10 et auteur du livre *L'école et ses violences*.



## POUR ALLER PLUS LOIN : CHIFFRES CLEFS ET LIVRES SUR L'ÉCHEC SCOLAIRE

### CHIFFRES :

✓ 60 000 jeunes décrochent soit 8% d'une génération.

✓ 84 % des élèves des sections pour jeunes en difficulté au collège sont issus des catégories sociales défavorisées. Source : [www.inegalites.fr](http://www.inegalites.fr)

✓ 150 000 jeunes sortent chaque année du système scolaire sans diplôme ni qualification soit 20% d'une génération.

✓ 15% des enfants scolarisés rentrent en 6<sup>ème</sup> avec de grandes difficultés. Source : Rapport du Haut Conseil de l'Education sur l'école primaire 2007

### LIVRES :

✓ Stéphane Bonnelly, *Comprendre l'échec scolaire. Éléves en difficulté et dispositifs pédagogiques*, La Dispute, 2007.

✓ Martine Kherroubi (dir), *Des parents dans l'école*, Eres, 2008.

✓ Philippe Meirieu, *L'école et Les parents - La grande explication*, Plon, 2000.

✓ Mathias Millet, Daniel Thin, *Ruptures scolaires et déscolarisation des collégiens de milieux populaires : parcours et configurations*, GRS, 2003.